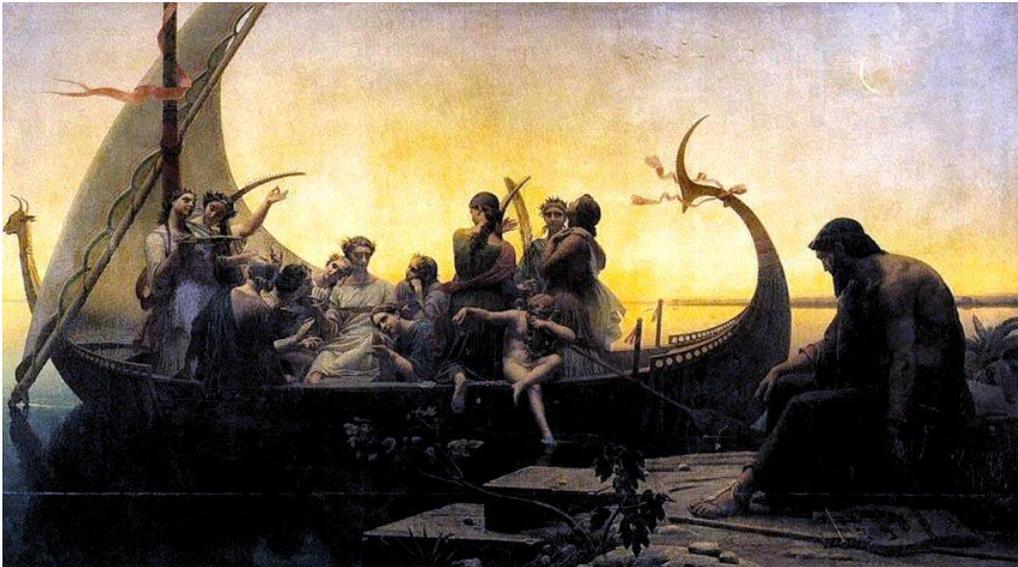


INGENIERIE FINANCIERE
CASH MANAGEMENT
PREVOYANCE – SANTE
IMMOBILIER

Siège Social : 1 rue Villaret de Joyeuse -
75017 Paris
SIRET N° 432 240 182 R.C.S PARIS
Capital Social : 10.000 € - Code NAF : 6622Z
Tél. 01 42 85 80 00 • Fax 01 42 85 80 44
www.maubourg-entreprise.fr
info@maubourg-entreprise.fr

De L'Espoir aux Illusions Perdues : L'Europe est-elle condamnée à jouer en 2^{ème} division ?



Le parcours économique de l'Union Européenne ressemble depuis le début du siècle à celui d'un sportif pétri de talents ne parvenant pas à se hisser au niveau du champion, en l'occurrence de la puissance américaine.

SARL SELECT'PLACEMENTS

MEMBRE D'ORIAS N°07005216 (www.orias.fr), MEMBRE DE LA CNCIF - CIF N° D013212
INTERMEDIAIRE EN ASSURANCE CATEGORIE B ET DE COURTIER IOB SP

SOUS LE CONTROLE DE L'AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION – ACPR (61 Rue Taitbout, 75346 PARIS CEDEX 9)
ACTIVITE DE TRANSACTION SUR IMMEUBLE ET FONDS DE COMMERCE, CARTE PROFESSIONNELLE N° T15650 DELIVREE PAR LA PREFECTURE
DE LA VILLE DE PARIS, GARANTIE FINANCIERE DE 110 000 € AUPRES DE COVEA RISKS (19-21 Allées de l'Europe 92616 CLICHY CEDEX)

L'Espoir

Au changement de millénaire, le Vieux Continent ne manquait pas d'atouts. Malgré une moindre croissance démographique, l'Europe semblait mieux armée que les Etats Unis. Les marchandises circulaient librement depuis 1992. Les Etats avaient accepté de faire monnaie commune. L'Union s'élargissait à de nouveaux pays. L'Allemagne avait digéré la réunification. L'explosion de la bulle « dotcom » et le terrorisme faisaient vaciller le leader économique mondial.

Les premiers résultats semblaient confirmer ce rattrapage séculaire. Le taux de croissance de l'économie européenne (Royaume Uni exclu) s'est élevé à 2,1 % entre 2001 et 2007, presque équivalent à celui enregistré aux Etats Unis (2,6 %).

La Grande Crise Financière de 2008 devait permettre à l'ancien champion économique de reprendre le leadership mondial. La récession n'était-elle pas due aux excès d'une économie dopée aux crédits « subprime » et condamnée à expier ses pêchés ?

Les Illusions Perdues

Au lieu de permettre à l'Union Européenne de dépasser le leader américain, la Grande Crise Financière a recréé la fracture transocéanique.

Les Etats Unis se sont restructurés violemment pour commencer la nouvelle décennie assainis. L'Union Européenne a tergiversé. Sans les quelques mots magiques prononcés par le président de la BCE en 2012 (« whatever it takes »), elle aurait probablement imposé.

Les chiffres sont cruels. En 2020, le PIB américain avait progressé de + 22 % sur la décennie, le PIB européen se morfondait à + 12 %. En termes de parité des pouvoirs d'achat, la puissance européenne était équivalente à celle des Etats Unis en 2020 ; elle a reculé de 7 % en 10 ans¹.

L'Union Européenne n'aura pas mieux traversé la crise pandémique. Certes, elle ne pouvait pas grand-chose face au déficit de croissance enregistré en 2020 (-7,9 % contre - 3,8 % aux Etats Unis). Les pays du sud de l'Europe notamment ont été affectés par l'effondrement du tourisme et de l'industrie aéronautique. Mais l'Union Européenne aurait dû faire mieux pour réduire le retard de croissance attendu pour 2021 : + 3,7 % chez nous, + 7 % de l'autre côté de l'Atlantique.

Nous avons perdu plus de terrain durant la crise. Nous mettons plus de temps pour le rattraper.

¹ La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies.

SARL SELECT'PLACEMENTS

MEMBRE D'ORIAS N°07005216 (www.orias.fr), MEMBRE DE LA CNCIF - CIF N° D013212

INTERMEDIAIRE EN ASSURANCE CATEGORIE B ET DE COURTIER IOB SP

SOUS LE CONTROLE DE L'AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION - ACPR (61 Rue Taitbout, 75346 PARIS CEDEX 9)
ACTIVITE DE TRANSACTION SUR IMMEUBLE ET FONDS DE COMMERCE, CARTE PROFESSIONNELLE N° T15650 DELIVREE PAR LA PREFECTURE
DE LA VILLE DE PARIS, GARANTIE FINANCIERE DE 110 000 € AUPRES DE COVEA RISKS (19-21 Allées de l'Europe 92616 CLICHY CEDEX)

Pour mieux illustrer la divergence des situations, le PIB des Etats Unis devrait à la fin de l'année prochaine avoir dépassé le niveau anticipé avant la pandémie, comme si le virus avait stimulé la croissance. L'Union Européenne sera au mieux à zéro.

Les investisseurs craignent désormais une surchauffe économique et un retour de l'inflation aux Etats Unis. Ils redoutent toujours une « japonification » de l'Europe.

Pourquoi l'Union Européenne est-elle devenue « l'homme malade » de l'économie mondiale ?

Les Etats Unis bénéficient d'atouts économiques puissants : une population plus jeune et plus dynamique, un marché vraiment unique, la fertilisation entre dépenses militaires et investissements privés, une moindre intervention de l'Etat.

Mais l'Union Européenne est également fautive, tant dans la manière dont elle a piloté la politique monétaire et fiscale que, plus viscéralement, dans le comportement qu'elle adopte lorsqu'elle est confrontée face aux difficultés.

Le pilotage macro-économique

La banque centrale américaine n'a pas inventé la politique d'assouplissement monétaire. Le Japon l'avait précédé. Mais elle l'a adoptée très rapidement et massivement à partir de 2008. La banque centrale européenne a été moins réactive et plus prudente. Elle s'est surtout trompée en voulant normaliser la situation trop tôt, conduisant à la crise de la dette européenne en 2011.

La BCE n'a pas commis les mêmes erreurs l'an dernier, même si elle a encore parfois pêché par excès de prudence ou de naïveté.

Mais c'est sur le plan budgétaire que l'Union Européenne a failli.

Le problème ne date pas d'aujourd'hui. Lors de la création de l'euro, les pays les plus orthodoxes financièrement ont imposé des règles budgétaires strictes pour pouvoir « faire partie du club ». Cela n'a pas empêché certains d'entre eux (Allemagne) d'y déroger lorsque cela les arrangeait. Mais le corset budgétaire appliqué aux économies durement affectées par la Grande Crise Financière (Grèce, Espagne, Italie) a retardé la reprise et imposé des souffrances inutiles aux populations.

Comme en matière monétaire, les autorités politiques européennes ont retenu la leçon budgétaire mais l'appliquent moins assidument que de l'autre côté de l'Atlantique. Les gouvernements européens ont injecté massivement des liquidités sous formes de prêts, de subventions, de garanties, d'aides sociales. Le déficit budgétaire s'est creusé jusqu'à 10 % du PIB. Les règles budgétaires ont été suspendues

SARL SELECT'PLACEMENTS

MEMBRE D'ORIAS N°07005216 (www.orias.fr), MEMBRE DE LA CNCIF - CIF N° D013212

INTERMEDIAIRE EN ASSURANCE CATEGORIE B ET DE COURTIER IOB SP

SOUS LE CONTROLE DE L'AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION - ACPR (61 Rue Taitbout, 75346 PARIS CEDEX 9)
ACTIVITE DE TRANSACTION SUR IMMEUBLE ET FONDS DE COMMERCE, CARTE PROFESSIONNELLE N° T15650 DELIVREE PAR LA PREFECTURE
DE LA VILLE DE PARIS, GARANTIE FINANCIERE DE 110 000 € AUPRES DE COVEA RISKS (19-21 Allées de l'Europe 92616 CLICHY CEDEX)

Mais, face aux Etats Unis, nous sommes encore de petits joueurs. Le déficit budgétaire y a atteint 19 % du PIB en 2020. Et ce n'est pas terminé. L'administration Biden vient de faire voter un plan de relance économique de 1.900 milliards de dollars et cherche à obtenir l'accord du Congrès sur un plan de relance des infrastructures estimé à 2.000 milliards de dollars.

L'Europe a elle aussi un plan, « Next Generation ». Il prévoit des dépenses d'investissement de 750 milliards d'euros (880 milliards de dollars) financées par de la dette européenne (une première !) et réservées prioritairement aux zones les plus affectées par la pandémie. Mais le chemin est parsemé d'embûches. Les gouvernements nationaux doivent tous individuellement voter ce plan. L'Union Européenne est chargée de valider les investissements proposés par les Etats membres. Il faudra enfin surmonter les obstacles juridiques (la justice allemande est sollicitée).

Il y a loin de la coupe aux lèvres en Europe. Au mieux, les premières dépenses pourront être décaissées au second semestre et s'échelonner ensuite sur plusieurs années. C'est insuffisant.

Positive attitude

Le retard vaccinal européen est souvent attribué à la pingrerie de l'Union Européenne. Ce fantastique loupé illustre plutôt l'immense fossé culturel qui nous sépare des pays anglo-saxons.

Les Etats Unis et le Royaume Uni ont mal géré la crise pandémique. Mais ils ont compris très tôt que leur salut viendrait par la science. Ils ont fait confiance à leurs laboratoires et leur ont donné les moyens de réussir. Ils ont négocié les contrats d'approvisionnement avec pragmatisme. Ils ont enfin déroulé la campagne de vaccination sans état d'âme et avec efficacité.

Tout le contraire de la mentalité européenne. Nos gouvernants n'ont jamais réellement cru qu'un vaccin pourrait être découvert six mois après l'identification du génome. Ils ont souhaité faire endosser la responsabilité d'éventuels problèmes sur les laboratoires. Ils ont eu peur d'être accusés de trop payer, de contraindre à la vaccination, de l'industrialiser, ...

Les résultats sont parlant.

Le vaccin n'est pas le seul symptôme du mal européen. Le « principe de précaution » guide désormais nos actions. Les agriculteurs mondiaux utilisent depuis 25 ans des OGM pour améliorer la productivité des récoltes et réduire le recours aux produits chimiques... Sauf les agriculteurs européens qui doivent de surcroît désormais réduire l'utilisation des produits chimiques et composer avec une réglementation kafkaïenne. Ce n'est qu'un exemple parmi bien d'autres.

SARL SELECT'PLACEMENTS

MEMBRE D'ORIAS N°07005216 (www.orias.fr), MEMBRE DE LA CNCIF - CIF N° D013212
INTERMEDIAIRE EN ASSURANCE CATEGORIE B ET DE COURTIER IOB SP

SOUS LE CONTROLE DE L'AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION - ACPR (61 Rue Taitbout, 75346 PARIS CEDEX 9)
ACTIVITE DE TRANSACTION SUR IMMEUBLE ET FONDS DE COMMERCE, CARTE PROFESSIONNELLE N° T15650 DELIVREE PAR LA PREFECTURE
DE LA VILLE DE PARIS, GARANTIE FINANCIERE DE 110 000 € AUPRES DE COVEA RISKS (19-21 Allées de l'Europe 92616 CLICHY CEDEX)

L'optimisme aux Etats Unis, la peur en Europe. Ne serait-ce pas là la vraie fracture, celle qui explique également pourquoi nos politiques macro-économiques sont tellement divergentes ?

Pour plus d'informations :

- Téléphone : 01.42.85.80.00
- Courriel : info@maubourg-entreprise.fr

SARL SELECT'PLACEMENTS

MEMBRE D'ORIAS N°07005216 (www.orias.fr), MEMBRE DE LA CNCIF - CIF N° D013212

INTERMEDIAIRE EN ASSURANCE CATEGORIE B ET DE COURTIER IOB SP

SOUS LE CONTROLE DE L'AUTORITE DE CONTROLEE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION – ACPR (61 Rue Taitbout, 75346 PARIS CEDEX 9)
ACTIVITE DE TRANSACTION SUR IMMEUBLE ET FONDS DE COMMERCE, CARTE PROFESSIONNELLE N° T15650 DELIVREE PAR LA PREFECTURE
DE LA VILLE DE PARIS, GARANTIE FINANCIERE DE 110 000 € AUPRES DE COVEA RISKS (19-21 Allées de l'Europe 92616 CLICHY CEDEX)